

Face aux menaces qui pèsent sur la France, l'urgence de l'union de la droite

Article rédigé par *Polémia*, le 29 janvier 2023

Source [Polémia] : Pour espérer vaincre les maux qui accablent le pays, la droite doit s'unir, selon Laurence Maugest qui tente de montrer qu'un programme commun est possible.

Dans l'initiative de « la droite hors les murs » ou dans celle des Amoureux de la France, dans les propos des responsables politiques stigmatisés à « l'extrême droite » par les médias bien-pensants, on ne cesse d'entendre comme une incantation lancinante l'absolue nécessité d'une union des « nationalistes souverainistes ». Il semblerait que ces supplications n'aient point trouvé le chemin du ciel.

Des explications tristes ou, pire, fatalistes sont données : la guerre des ego arrive largement en tête de celles-ci, mais des divergences politiques infranchissables sont aussi avancées comme raison du désastre. Le premier point engage largement la responsabilité des acteurs politiques qui se disent pétris de France. Au regard de la situation dramatique de notre pays qu'ils dénoncent, de leur compétence, de leur culture et de leur intelligence, ils ne peuvent pas ignorer qu'une telle attitude les rend passible de poursuite devant les tribunaux pour non-assistance à patrie en danger.

La seconde explication, les divergences de vues, en définitive n'est pas recevable. En effet, les désaccords, sur les retraites par exemple, sont certes des sujets d'importance qui mutent en détail face à la déliquescence en cours de notre pays.

En définitive, le point névralgique source de ces divergences se cristallise sur la sortie ou non de l'Union européenne.

Il serait démoniaque que la France s'écroule sur le thème de l'UE si éloignée de notre enracinement européen.

Fabriquer notre défaite sur cette question épineuse, n'est-ce pas en définitive une façon de servir ceux qui ont voulu l'UE pour détruire l'Europe et ses nations ?

Un programme commun pour de prochaines victoires électorales

Ne devrait-on pas plutôt imaginer, pour espérer vaincre, un programme commun d'union reprenant les urgences qui sont déclinées sur les prospectus de Nicolas Dupont Aignan, François Asselineau, Florian Philippot, Éric Zemmour, Marine Le Pen...

Celui-ci pourrait se décliner ainsi :

- Défendre l'identité de la France – Mettre fin à l'immigration massive. Renvoi des étrangers en situation irrégulière et/ou délinquants.
- Défendre la souveraineté de la France – Réindustrialisation. Indépendance énergétique (développement

- du nucléaire). Localisme. Soutien aux petites et moyennes entreprises, notamment agricoles.
- Défendre la continuité culturelle de la France – Éducation. Lutter contre les effractions et manipulations des groupes d'influences anglo-saxonnes (LGBT et autres). Cesser les subventions aux médias qui oublient la continuité organique de notre pays au profit des idéologies mondialistes.
- Défendre une certaine idée de la fraternité et de l'égalité – Rétablir une justice qui protège les victimes en pénalisant, comme il le faut, les coupables.
- Défendre une certaine idée de la liberté – Lutter contre le monopole des juges et dénoncer avec vigueur les périls liberticides exponentiels actuels, des mesures sanitaires ou énergétiques aux contrôles des banques...

Évidemment, ces points, qui n'ont pas vocation à être trop nombreux afin de créer un consensus, seraient affinés, enrichis, précisés par nos responsables de parti.

Il faudrait que ce programme comprenne un dernier point essentiel que l'on peut présenter ainsi : se défendre des oukases de l'UE. Si nous n'arrivons pas à dérouler ce programme du fait de blocage de Bruxelles, si nous ne parvenons pas à tordre le bras de l'UE afin de le mener à bien, dans un délai à déterminer, il sera temps de réaliser un référendum d'initiative populaire. Ceci afin de demander au peuple d'arbitrer sur la sortie ou non de l'UE.

Un peuple que l'on peut espérer confiant cette fois. En effet, un tel gouvernement d'union serait alors constitué de personnes qui auraient prouvé leur abnégation partisane au profit du destin du pays. Les Français ne pourront donc pas redouter que le sort de ce RIP soit similaire à celui du référendum français sur le traité de 2005 établissant une constitution pour l'Europe, qui fut bafoué par le traité de Lisbonne.

Retrouver l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)

29/01/2023 01:00